

## **Principaux enseignements de l'enquête Ifop/SIG**

On se souvient de l'interpellation de Jérémie Ferrari au PM sur le plateau d'ONPC: "vous êtes en guerre, nous citoyens on n'est pas en guerre!".

Cette forme de déni, cette tendance à nier que cette horreur qui fait irruption dans notre quotidien tous les six mois NOUS vise et donc NOUS concerne tous, décrit assez bien l'état d'esprit des français. Ils cherchent une fuite, une dérobade, des responsables.

**Tout se passe comme s'ils savaient bien qu'une « guerre » est en court, mais la refusent, ou la rejettent vers d'autres.**

D'abord, parce que le « quotidien » ne correspond pas à leur imaginaire de la guerre. Les manifestations, les rassemblements, tout semble continuer comme avant. Les mesures prises par le gouvernement ne semblent pas correspondre à une guerre : on se bat à armes inégales (nous donnons plus de droits à nos ennemis qu'eux nous en donnent), la réponse ne semble pas à la hauteur.

Ensuite, parce qu'ils souhaitent s'en abstraire, ne pas en tirer les conséquences POUR EUX (avoir peur pour leurs enfants lorsqu'ils sortent, envisager la présence de la menace partout, tout le temps). Ils dirigent les responsabilités de la lutte vers un état défaillant, une classe politique (et en particulier un gouvernement) pas à la hauteur.

Ils ne sont évidemment pas étrangers à tout sentiment de solidarité patriotique: près d'un tiers sont même prêts à s'engager comme réservistes, ou donner de l'argent pour financer les mesures anti-terroristes. Face à la menace, beaucoup cherchent à conjurer le sentiment d'impuissance et donc à « résister » (par l'engagement). Mais la responsabilité de la lutte pèse, pour une majorité qui ne veut pas encore se résoudre à se sentir « partie prenante », avant tout sur l'Etat. Il sera possible de favoriser l'engagement et les comportements de « résistance » dès lors qu'on arrivera à convaincre que l'Etat prend sa part de responsabilité.

Imaginer qu'ils ne peuvent se soustraire à la menace, que toute la puissance de notre armée et de nos services de police et de renseignement ne pourraient les protéger, est impossible. Avec leurs tripes, ils refusent ce que leur raison sait pourtant bien: le risque zéro n'existe pas. Contrairement aux deux premiers attentats, qui étaient jugés « exceptionnels » et dont chacun reconnaissait qu'il n'aurait pu être évité, les français veulent cette fois-ci se convaincre que cet attentat ci était évitable. Car admettre qu'il ne l'était pas, c'est admettre que ce « 3<sup>e</sup> attentat » n'est en réalité que le début d'une longue série.

C'est parce qu'ils refusent majoritairement d'admettre qu'ils sont vulnérables, et que cela va durer, qu'ils demandent des mesures de plus en plus fortes au gouvernement. En découle le jugement très sévère qu'ils portent sur les mesures « pas à la hauteur » que nous avons prises.

À ce stade, ils sont donc dans la recherche d'une réponse étatique capable de maintenir la continuité d'une illusion: la vie peut continuer comme avant, l'Etat peut s'occuper de tout, anéantir les risques. Dans ce cadre, ils demandent des mesures sécuritaires toujours plus dures, sans pour autant croire que Les Républicains feraient mieux que le gouvernement.

Si les attaques persistaient malgré un rehaussement de notre réponse sécuritaire, on peut émettre l'hypothèse que les français continueraient à explorer toutes les voies leur permettant de s'agripper à leur illusion (la vie continue comme avant). Ils pourraient alors, plus massivement, se tourner vers une réponse d'une autre nature que celle offerte par le "système" actuel. Or, dans nos sondages, la seule réponse qui soit de nature différente et paraisse relativement crédible (plus que celle des Républicains en tout cas) est celle du FN.

On distingue donc plusieurs enjeux pour les semaines et mois à venir :

- **Expliquer concrètement aux français comment « vivre avec » la menace sans bouleverser leurs vies ni paraître « capituler », pour les inciter à sortir du déni.**
- **Tenir bon sur une réponse « républicaine » et « démocratique », car la fuite en avant des Républicains vers le tout sécuritaire ne les consolide pas, et ne fait que conforter la crédibilité du FN.**
- Canaliser les émotions et créer de la résilience en articulant une réponse étatique forte avec un encouragement à l'engagement citoyen, sans opposer les deux (en appeler à la mobilisation citoyenne ne doit pas être vu comme un aveu d'impuissance de l'Etat).

En terme de postures, il semble que le sang-froid soit d'autant plus nécessaire que la haine et la colère des français sont grandes (20% expriment de la haine, 64% de la colère, 37% du dégoût, 26% de la peur). Le mimétisme des passions de l'opinion ne correspond sans doute pas aux attentes des français: ils n'attendent pas de leurs élus qu'ils hystérisent des débats, expriment la colère ou la haine qu'ils ressentent eux, mais bien qu'ils soient au-dessus - c'est à dire dans la proposition, l'action, et le sang-froid.

### **Analyse détaillée du quanti Ifop/SIG (online, réalisé le 18 et 19 juillet)**

#### **Le paradoxe de la guerre : les citoyens refusent sur le plan individuel d'entrer dans la logique de la guerre, et attendent de l'Etat qu'il « ramène leur vie à la normale »**

Tout se passe comme si les français refusaient de tirer les conséquences sur leur vie personnelle d'un état de guerre qu'ils constatent (72%, niveaux de novembre), tout en reprochant au gouvernement de ne pas en tirer les conséquences dans sa politique.

**Ce sentiment d'être « en guerre » reste comme en novembre mis à distance sur le plan personnel, comme si ses implications quotidiennes étaient trop dures à accepter :**

- 68% des français ont peur pour leur famille et leurs proches (à peine plus qu'en novembre dernier), mais 47% ont peur pour eux-mêmes (dont 14% « très peur »), soit des niveaux similaires à novembre dernier. Tout se passe comme s'ils continuaient à penser que ces événements ne concernent que « les autres ». Il est possible que les critiques très virulentes adressées au gouvernement servent avant tout à conforter cette illusion que « cela n'arrive qu'aux autres » et que cela est « évitable ».  
Notons que les sympathisants FN sont ceux qui expriment le plus de peur : 45% ont « très peur » pour leurs proches, et 23% très peur pour eux-mêmes.
- Seulement 36% estiment qu'ils vont changer leurs habitudes de vie et de sorties, soit un niveau équivalent à novembre dernier.

**Mais face à cet état de guerre, les armes que nous nous donnons pour mener le combat ont subi une dévitalisation significative (notamment l'Etat d'urgence, qui a perdu son**

caractère rassurant depuis février dernier, au fil des manifestations autorisées, casseurs non empêchés, etc.). D'où la demande de mesures plus fortes (il n'y a plus de tabou en la matière), et le procès en manque de volontarisme intenté au gouvernement.

D'ailleurs, **seulement 29% pensent que le gouvernement prend des mesures à la hauteur de cet état de guerre (contre 50% en novembre)**. Cette faillite de la réponse de l'Etat paraît a priori d'autant plus grave que la « réponse citoyenne » ne saurait, du point de vue de la majorité, pallier ses insuffisances. En effet, les français pensent certes que le concours de chaque citoyen est nécessaire pour gagner cette guerre (66% pensent pouvoir être acteurs de la lutte contre le terrorisme), une minorité étant même prête à contribuer au financement de mesures (35%) ou à s'engager directement dans la réserve (29%). Mais ils rejettent de plus en plus la responsabilité sur les seuls pouvoirs publics (baisse de 5 points des items sur le sujet, et adhésion de seulement 39% à l'idée que la préparation des français à faire face au risque terroriste est « prioritaire »).

L'ennemi désigné par l'opinion est en priorité le terrorisme djihadiste (pour 53%), mais aussi l'islam politique et radical (33%). Bien peu pointent les musulmans en général, même si cette minorité n'est pas négligeable (14%, dont 34% des sympathisants FN et 10% de ceux de LR).

#### **Un pessimisme grandissant quant à « l'issue » de cette guerre.**

La colère et la désespérance viennent aussi de ce que la répétition des attaques laisse de moins en moins entrevoir le "bout du tunnel": **61% de ceux qui pensent que nous sommes en guerre jugent que nous allons la gagner, soit dix points de moins qu'en novembre dernier**. Ce sont les sympathisants LR et FN qui y croient le moins, ce qui tend à indiquer que leur pessimisme est lié au jugement qu'ils portent sur la réponse du pouvoir (82% des sympathisants de droite modérée et 87% de ceux du FN considèrent que le gouvernement ne prend pas des mesures à la hauteur de l'état de guerre), plus qu'à l'avis qu'ils ont sur les forces de notre ennemi.

#### **Pour la première fois, les français veulent penser qu'on aurait pu éviter cet attentat, et s'en prennent à la justice et au gouvernement qui ont failli.**

Une des caractéristiques principales de cet attentat, assez paradoxale compte tenu du mode opératoire du terroriste, mais qui explique par ailleurs la sévérité des jugements portés sur l'exécutif et la colère qui s'exprime, est **que les français pensent que cet attentat aurait pu être évité (54%, alors que 66% en janvier et 59% en novembre jugeaient le contraire)**. Les critiques à ce sujet émanent davantage de la droite et du FN, que de la gauche. L'hypothèse qui me semble la plus probable pour expliquer cette conviction que « celui-ci aurait pu être évité » repose sur deux éléments :

- C'est du terrorisme « low cost », sans armée, sans organisation, sans kalachnikovs... Or nous avons une armée, des services de renseignement sophistiqués... La 5<sup>e</sup> puissance du monde doit pouvoir faire quelque chose contre un fou armé d'un poids lourd. Nous ne saurions accepter l'image que cet échec renvoie de nous.
- Si l'on accepte que celui-ci était inévitable, alors on sort de « l'exception », et on entre dans la « série », donc dans une perspective de reproduction de l'événement pour des années. Or, précisément, on se refuse encore tant qu'on peut à envisager de « vivre avec ».

Paradoxalement, suite à cet « échec », la confiance dans les services de renseignement et la police ne s'est pas érodée. **Ce sont les responsables politiques (36% jugent que le gouvernement et le Président ont bien géré la suite des attentats, contre 70% en novembre dernier) et la justice qui portent toute la responsabilité.** Ainsi, les services de renseignement restent à des niveaux de confiance relativement inchangés (69%), alors que La police et la gendarmerie subissent une légère érosion (84, -7 par rapport à novembre). Mais c'est la justice qui subit le plus de critiques: 40% ont confiance en elle, soit 12 points de moins qu'en novembre. Le profil et le parcours du terroriste viennent évidemment nourrir la critique en "laxisme" des juges.

### **Une réponse du gouvernement moins forte et rassurante qu'en novembre**

Contrairement aux attentats précédents, les français ne jugent pas qu'à la suite de l'attentat de Nice (et sous réserve de mémorisation d'éventuelles futures mesures) les pouvoirs publics aient pris des mesures à la hauteur de la situation. **Plus que jamais, ils doutent de notre détermination à lutter contre l'Etat islamique et le terrorisme (48% nous estiment déterminés, contre 78% après le 13 novembre).**

Parmi toutes les mesures annoncées après cet attentat, **c'est la mobilisation de la réserve opérationnelle qui est jugée la plus efficace (2/3 des français).** La prolongation de l'Etat d'urgence ne paraît efficace que pour 52% (contre 79% en novembre), ce qui confirme l'affaiblissement de ce symbole de protection et de mobilisation, comme évoqué dans la note du 16 juillet.

**Les français ne sont pour le moment pas prêts à renoncer aux frappes en Syrie : 75% souhaitent les poursuivre, dont 46% les amplifier.** Pour autant, leur efficacité est de plus en plus questionnée. **Le souhait d'intensifier les frappes baisse de 19 points depuis novembre.** Ce questionnaire repose d'abord sur le fait que cette politique n'est jugée efficace que par 46% des français (contre 74% en novembre). On peut également lire dans cet affaiblissement le signe que la logique du "protégez nous mieux ici, et n'allez pas donner des motifs de représailles aux terroristes" gagne peu à peu du terrain. D'ailleurs, on note que le « souhait de participation de la France à une coalition internationale pour une intervention terrestre en Syrie » a baissé de 7 points depuis novembre (61%).

### **Une classe politique divisée et jugée sévèrement, en particulier le gouvernement**

- la division de la classe politique n'a pas échappé aux français. 90% jugent la classe politique divisée, contre 58% en novembre dernier.

- **La plupart des responsables politiques pris un à un ont "moins bien" réagi qu'en novembre aux yeux des français.** Pour autant, Marine Le Pen (25% la jugent la plus crédible, +4 par rapport à novembre), et dans une moindre mesure Nicolas Sarkozy (17%, +1), parviennent à conforter leur crédibilité. Dans le même temps, **celle de François Hollande s'est effondrée (8%, -12 par rapport à novembre).** Le PM avait lui-même subi cette érosion entre le premier et le 2<sup>e</sup> attentat (il est aujourd'hui à 9% de « le plus crédible »).

A noter : la "mauvaise réaction" d'Alain Juppé, pointée par les médias, n'a pas vraiment marqué les français.

|                          | Plutôt bien réagi | Plutôt mal réagi | Pas assez informé pour se prononcer | TOTAL |
|--------------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|-------|
| • François Hollande..... | 30                | 43               | 27                                  | 100   |
| • Manuel Valls.....      | 30                | 41               | 29                                  | 100   |
| • Bernard Cazeneuve..... | 30                | 30               | 40                                  | 100   |
| • Nicolas Sarkozy .....  | 26                | 42               | 32                                  | 100   |
| • Marine Le Pen.....     | 24                | 35               | 41                                  | 100   |
| • Alain Juppé .....      | 20                | 34               | 46                                  | 100   |
| • Christian Estrosi..... | 20                | 38               | 42                                  | 100   |

Les **critiques de l'opposition sont jugées justifiées par 67% des français**, mais comme nous venons de le souligner ceux qui les expriment ne sont pas forcément jugés légitimes. **Une courte majorité (52%) jugent par ailleurs que ces critiques sont venues trop tôt après les attentats..**

### **Une demande de « protection » qui n'a aucune limite**

**Toute les mesures proposées par la droite (de la pénalisation de la consultation de sites prônant le djihad, en passant par le port du bracelet électronique pour les fichés S ou même leur internement ou leur expulsion) sont a priori approuvées par 70 à 85% de l'opinion.** On note toutefois que:

- à gauche, le soutien à ces mesures est extrêmement élevé, même si quelques points font l'objet de davantage de réticences (58% soutiennent l'internement des fichés S, et 68% leur expulsion de France).

- les mesures que nous (majorité) dénonçons le plus fortement (internement des fichés S) sont aussi les moins approuvées (70%). Preuve que ce travail de pédagogie a une utilité pour encadrer les attentes et canaliser la soif de rétorsion et de mesures sécuritaires. Il serait donc utile de continuer à exprimer fermement les « limites » que nous n'entendons pas franchir: cela permettrait notamment de faire diminuer le soutien à "l'expulsion de France de tous les fichés S" (82%, contre 70% seulement pour l'internement de tous les fichés S).

**Clairement, l'expulsion de France de tous les fichés S et la pénalisation de la consultation de sites djihadistes s'imposent dans l'opinion (3/4) comme les mesures les plus "efficaces" pour lutter contre le terrorisme.**

**Au fil du temps, on a le sentiment que la seule vraie alternative qui s'impose en matière de protection de la Nation est celle offerte par le FN:**

La confiance faite à Manuel Valls et François Hollande pour « prendre des mesures dans les semaines et les mois à venir pour faire face aux attentats » est à un niveau très bas (32%, contre 50% en novembre dernier). Mais l'alternative n'est pas évidente (ce qui sans doute accroît la colère des français, qui se sentent « dans une impasse ») :

- **seulement 19% des français jugent que les Républicains feraient mieux que le gouvernement** (dont 56% des sympathisants LR seulement), et 67% "ni mieux ni moins bien".

- **le FN, lui, ferait mieux pour 32% des français** (dont 30% de la droite modérée et 85% au FN), moins bien pour 26% (essentiellement des sympathisants du centre droit ou de gauche), ni mieux ni moins bien pour 42%.

|                           | Ferait mieux | Ferait moins bien | Ferait ni mieux, ni moins bien | TOTAL |
|---------------------------|--------------|-------------------|--------------------------------|-------|
| • Les Républicains .....  | 19           | 14                | 67                             | 100   |
| • Le Front National ..... | 32           | 26                | 42                             | 100   |

Sur les mesures anti terrorisme, on note une proximité LR/FN très forte dans l'attente de réponses extrêmement dures. Cela dit, les deux électorats se distinguent encore dans la désignation de l'ennemi: les musulmans pour 1/3 des sympathisants FN, mais 10% des LR.

